28 JUIN 1976

ard du Montparnasse

ARIS - FRANCE

6-74

48-74 Paris

Le 15 mars 1974, le général Geisel, nouveau président de la République, entrait en fonctions. Quelques jours plus tard, le 19 mars, il réunissait son premier Conseil des Ministres devant lequel il définissait la politique de son Gouvernement. Nous reproduisons ici la presque totalité de ses déclarations.

La lecture de ce texte révèle que cette politique s'inscrit dans la droite ligne des trois gouvernements militaires antérieurs.

Dans les jours suivants, de nombreuses arrestations avaient lieu dans les milieux universitaires de Belo-Horizonte. La censure de la presse continue d'être aussi draconienne qu'auparavant.

Titre et intertitres de DIAL.

(Note DIAL - 18/04/74)

STRATEGIE DU DEVELOPPEMENT NATIONAL

Ce premier Conseil des Ministres marque l'étape initiale d'une action d'équipe que j'espère voir se développer de façon coordonnée et continue tout au long de notre mandat de gouvernement, en nous permettant ainsi de mettre en oeuvre les lourdes responsabilités que nous assumons.

(La nécessaire cohésion gouvernementale)

Dans le vaste et complexe ensemble de la problématique nationale, j'estime qu'il n'y a aucune place pour des attributions qui relèveraient strictement de la seule et unique responsabilité de tel ou tel Ministère. L'action du Gouvernement doit, aujourd'hui, être nécessairement intégrée en raison des retombées inévitables dues à l'interdépendance plus ou moins étroite entre les différents secteurs dans lesquels les plans, les programmes et les projets concrétisent l'activité multiforme du Gouvernement, que ce soit dans l'ordre de la gérance, du soutien ou simplement de l'incitation. Cette réalité indiscutable exige de l'équipe ministérielle la plus grande cohésion possible, laquelle sera assurée, à partir des problèmes qui se posent aux ministres, par de fréquentes et franches discussions de groupe, ou au cours de réunions formelles ou de rencontres informelles. Il ne peut ni ne doit y avoir de cloisonnements car ceux-ci se révèlent en général inefficaces et sont la source d'erreurs parfois irréparables.

Je suis certain, Messieurs les Ministres, de pouvoir compter avec votre accord sur une telle méthode de travail. Par ailleurs, à n'importe quel moment et chaque fois que cela sera nécessaire, vous bénéficierez de mon intervention coordinatrice, qu'elle soit exercée personnellement ou par délégation. Dans tous les cas, j'assumerai pleinement la responsabilité de la décision finale qui, de droit et de fait, incombe au Président de la République.

En contrepartie de la grande liberté de discussion que je garantis, j'espère que les divers échelons de l'administration publique feront preuve, comme il est de rigueur, d'un loyal et total respect des décisions prises, le moment venu, par le chef responsable.

(Développement et sécurité nationale)

J'ai déjà souligné dans une déclaration publique que la Révolution modernisante de 1964 construit sa doctrine stratégique sur le binôme développement et sécurité nationale, étant bien entendu que du point de vue intrinsèque, le premier terme est dominant. Autrement dit, on peut affirmer que l'action stratégique de la Révolution a été et continue d'être mise en oeuvre de façon à accorder à la Nation brésilienne, lors de chaque étape, le maximum possible de développement et le minimum indispensable de sécurité.

Le développement d'une nation est nécessairement un développement intégré, ce qui ne signifie nullement un progrès linéaire assuré parallèlement entre les divers secteurs, mais au contraire la possibilité de décalages imposés par les facteurs conjoncturels et par les limitations constantes des moyens disponibles, ainsi que par une décision d'ordre stratégique dans le sens d'une avancée, en principe plus rapide, de secteurs considérés comme prioritaires. Il faut cependant admettre que des retards excessifs dans l'une quelconque des parties du vaste front de l'action gouvernementale finiront inévitablement par ralentir le progrès dans les autres secteurs.

De même, dans le domaine de la sécurité nationale, le processus revêt aussi un caractère d'intégration, puisqu'il est celui du développement national, avec cette seule différence qu'il est mis en oeuvre dans un secteur plus spécialisé et plus restreint. Le minimum indispensable de sécurité est donc le résultat de l'interaction dûment équilibrée ou désirée dans chacun des secteurs qui la constituent.

Il faut également souligner le lien étroit qui existe entre les deux processus présentés ici séparément - celui du développement et celui de la sécurité nationale - insérés tous deux dans leurs domaines respectifs mais intégrés l'un à l'autre.

L'organicité, l'intégration et l'articulation systématique doivent donc régler toutes les activités du Gouvernement, tant dans le domaine du développement que dans la sphère plus limitée de la sécurité nationale. D'où il s'ensuit la nécessité de la planification, de l'intégration des programmes et des projets, de l'action gouvernementale harmonisée, et à titre de conséquence, d'un ministère lui aussi intégré, cohérent et bien coordonné.

Dans le choix des personnalités qui composent mon équipe gouvernementale, j'ai tenu particulièrement compte des aptitudes notoires de chacune d'elles à travailler en équipe, et j'espère ne m'être pas trompé. Quant à moi, je veillerai toujours à ce que fonctionne de cette manière cet échelon supérieur du Gouvernement, en faisant en sorte qu'il s'inspire à tous les niveaux de la praxis administrative. Je suis convaincu que c'est en additionnant nos énergies et en confrontant librement nos idées que nous pourrons vraiment nous acquitter de l'énorme tâche qui nous a été confiée de faire avancer rapidement ce prodigieux pays et de lui faire franchir une nouvelle étape, décisive et importante, de son grand destin.

(Bilan de dix années)

Il est certain que nous recevons un valeureux héritage des gouvernements antérieurs de la Révolution, lesquels sont parvenus au cours des dix dernières années à hausser le Brésil à un rang remarqué dans le concert des puissances en ascension, avec son marché interne qui se classe parmi les dix plus importants du monde occidental, et avec un produit interne brut qui, cette année, est de l'ordre de 66 milliards de dollars. Après une phase marquée par des sacrifices impossibles à différer et au cours de laquelle il était devenu nécessaire de s'appliquer en priorité à la lutte contre l'inflation, à la refonte des institutions économiques et à l'instauration de la crédibilité extérieure ainsi que parallèlement à la création d'un climat d'ordre, de stabilité, d'application au travail et de confiance en l'avenir - nous avons pu enregistrer des indices d'expansion hautement satisfaisants: taux de croissance du produit réel situé entre 9 et 11,5% à l'an depuis 1968; inflation en diminution et neutralisée dans ses distorsions les plus manifestes par la correction monétaire et le système des mini-dévaluations de la monnaie; balance des paiements en excédent, permettant ainsi la constitution de réserves qui s'élevaient en décembre 1973 à plus de six milliards de dollars.

C'est surtout sous le gouvernement du président Médici, grâce au dynamisme caractérisé de l'économie, qu'ont été enregistrés les indicateurs de prospérité les plus significatifs de l'histoire moderne du pays puisque l'on espère atteindre en 1974 un niveau de revenu per capita supérieur à 600 dollars.

La grande expansion et la diversification de notre secteur extérieur réalisées au cours de ces dix années ont permis au commerce extérieur du Brésil d'atteindre la valeur de douze milliards de dollars en 1973, ce qui donne au pays la possibilité de relever avec confiance les sérieux défis de l'avenir.

(Crise mondiale et continuité nationale)

Il n'est pas moins certain, cependant, que les changements radicaux apparus sur la scène mondiale tels que la grave crise de l'énergie; la pénurie d'aliments et de matières premières en général, celle du pétrole et de ses dérivés en particulier; l'instabilité du système monétaire international, en continuelle recherche difficile d'une nouvelle structure; l'inflation qui se généralise dans le monde entier à des taux alarmants; les tensions politiques et sociales, exacerbées par le ferment du recours irresponsable à la violence et faisant disparaître la tranquillité de la vie des nations elles-mêmes dans un contexte de transition vers un nouvel ordre international aux contours encore mal définis - tous ces changements auront de sérieuses répercussions sur la vie nationale, surtout en 1974, année d'intense activité politique au cours de laquelle se produiront dans notre pays des événements significatifs.

Les grands succès obtenus et l'esprit d'unité des gouvernements de la Révolution, maintenu malgré les changements bénéfiques de titulaire propres au régime démocratique, recommandent l'adoption d'une ligne générale de continuité dans les idéaux et les plans d'action du Gouvernement.

Toutefois, continuité n'est pas synonyme d'immobilisme. Et s'il nous

faut obligatoirement nous adapter aux nouvelles circonstances extérieures, lesquelles représentent de sérieux défis, nous devons non seulement perfectionner les mécanismes institutionnels de coordination de la politique de développement et de sécurité nationale, mais aussi répondre aux nouveaux objectifs et aux nouvelles priorités qui découlent naturellement du haut degré de progrès déjà atteint par le pays.

Ainsi, dans certains cas, l'effort principal de l'action gouvernementale sera sujet à variation, et ses efforts secondaires seront susceptibles de gradations différentes. Cela ne signifie cependant pas que l'on prétende abandonner le premier Plan National de Développement, toujours en vigueur, mais il s'agit en fait de le compléter, de le prolonger et de l'augmenter par le deuxième Plan, en cours d'élaboration, dans le cadre des directives de base similaires mais adaptées à la situation actuelle et à son évolution possible dans les années à venir.

Nous comptons pour cela sur la confiance et la coopération qui ont déjà été accordées par le peuple de notre pays aux Gouvernements de la Révolution de 1964 et qui ne nous feront certainement pas défaut.

(Politique extérieure)

Sur le plan de la politique extérieure, tout en obéissant à un pragmatisme responsable et en étant conscients des devoirs de la Nation, aujourd'hui plus adulte dans le secteur de la solidarité et de la coopération internationale en faveur du progrès de l'humanité et de la paix mondiale, nous apporterons un soin spécial à nos rapports avec les nations soeurs qui font partie de notre voisinage sur le continent et outre-mer. Nous intensifierons notre activité diplomatique de façon à ce qu'elle demeure toujours plus attentive à la détection de nouvelles possibilités, qu'elle soit en particulier au service de notre commerce extérieur, qu'elle garantisse l'approvisionnement nécessaire en matières premières et en produits de base ainsi que l'accès à la technologie de pointe dont nous ne disposons pas encore, en agissant pour cela avec prudence et tact certes, mais avec fermeté, et en faisant les choix nécessaires et les corrections indispensables.

(Libertés publiques et individuelles)

Quant à la politique intérieure, nous déploierons des efforts sincères dans le sens d'un perfectionnement démocratique par étapes mais dans la sécurité, en amplifiant le dialogue honnête et réciproquement respectueux, en favorisant la participation accrue des élites responsables et du peuple en général, dans le but de créer un climat salubre d'accord fondamental et de permettre l'institutionnalisation définitive des principes de la Révolution de 1964. Les moyens exceptionnels dont dispose le Gouvernement (1) pour le maintien du climat de sécurité et d'ordre, lequel est essentiel au développement économique et social du pays pendant les époques de stagnation et à plus forte raison de récession toujours dangereuse, ces moyens exceptionnels, je souhaite les considérer non pas tant dans leur mise en oeuvre durable ou fréquente que comme une possibilité d'action répressive ou de contrôle plus sévère, et cela jusqu'au moment où ils se trouveront dépassés par l'imagination politique créatrice, devenue capable d'élaborer, le moment venu, des protections efficaces et des remèdes adaptés, insérés dans le cadre constitutionnel.

(1) Il s'agit des pleins pouvoirs accordés au président de la République par l'Acte Institutionnel n°5 du 13 décembre 1968 et intégrés par amendement dans la Constitution (N.d.T.)

Il est évident que cela ne dépend pas seulement du Pouvoir Exécutif fédéral. Dans une large mesure, cela exige une mise en oeuvre sincère et réelle des autres Pouvoirs de la Nation ainsi que des organismes gouvernementaux au niveau des Etats comme des municipalités, en vue, y compris, de leur propre purification et d'une auto-discipline consciente.

Cela dépend nécessairement de la disparition de l'esprit de contestation chez des minorités remuantes ou fourvoyées, perturbatrices de la vie du pays, irresponsables ou démagogiques, allant jusqu'à l'appel aux armes du mensonge, de l'intrigue ou de la violence; disparition qui s'effectuera en vertu de la réprobation générale et de l'acceptation absolue d'une réalité aujourd'hui incontestable: celle de l'implantation définitive de notre doctrine révolutionnaire.

Que l'on ne vienne pas qualifier celle-ci d'anti-démocratique, alors que son objectif est en réalité le perfectionnement, en des termes parfaitement réalistes, des pratiques démocratiques en les adaptant aux caractéristiques de notre peuple et au niveau atteint par l'évolution sociale et politique du pays, mais en les protégeant des atteintes ouvertes ou sournoises de ceux qui, au nom de la démocratie libérale, ne désirent en fait que la détruire ou la détourner à leur profit.

Quant aux organismes intermédiaires qui, dans les secteurs d'activité les plus divers, composent le riche complexe de la société brésilienne, nous leur reconnaissons et garantissons non seulement le plein exercice de leurs fonctions dans le cadre des limitations prévues par la loi, mais nous pouvons aussi accepter leur collaboration désintéressée, loyale, dégagée de toute imposition; nous pouvons même les soutenir et les aider dans la poursuite de leurs objectifs nobles et désintéressés en fonction des services réels qu'ils rendent au pays. Ce que nous ne pouvons ni ne devons leur concéder, dans le souci de préserver la dignité du pouvoir fédéral, c'est toute interférence, toujours anormale, dans des secteurs relevant de la responsabilité précise du gouvernement, et c'est toute critique désabusée ou mensongère; ce sont les pressions répétées et sans fondement de la part de ceux qui sont dépourvus du sens le plus élémentaire de la responsabilité dans les affaires publiques.

(Lutte contre l'inflation)

En ce qui concerne le développement économique, nous ne prétendons nullement innover pour le plaisir d'innover. Au contraire, nous suivons les mêmes lignes fondamentales de la politique suivie jusqu'à maintenant, dont les bienfaits pour le pays sont prouvés et les résultats extraordinaires attestés par tous. Nous sommes cependant convaincus que la continuité dépend de la capacité de changement face aux notables modifications du cadre conjoncturel interne et externe.

Nous devons répondre aux fortes influences inflationnistes qui nous viennent actuellement de l'extérieur par un effort redoublé de vigilance concernant la maîtrise de l'inflation, en continuant à faire jouer pour cela les mécanismes de blocage des prix et des salaires, mesure qui s'avère toujours indispensable pour la maîtrise des tendances à la hausse. Nous nous appliquerons à insérer le contrôle des prix dans des cadres normatifs mieux définis et dans la mesure du possible semi-automatiques; il sera ainsi à l'abri de l'arbitraire individuel, lequel est sujet aux erreurs d'interprétation et même à des sollicitations pas toujours conscientes, de façon à ce que ne soient pas pénalisés les efforts valables d'amélioration de la productivité et que ne puissent s'établir

des privilèges insoutenables ou des disparités entre producteurs. Par ailleurs, des mesures monétaires et fiscales adaptées devront être prises pour protéger le consommateur en général, ainsi que les entreprises de l'initiative desquelles dépend le développement accéléré du pays.

Il faut cependant admettre que la crise internationale des matières premières critiques exige le rajustement de certains prix intérieurs, en particulier ceux des dérivés du pétrole qui devront nécessairement atteindre leur juste niveau, avec un échelonnement entre, par exemple, le fuel, l'essence ordinaire et l'essence à plus haut indice d'octane, en fonction de l'importance économique de la consommation. L'alternative à ce rajustement pourrait évidemment consister en l'attribution de nouvelles subventions ou dans le maintien d'aides directes ou indirectes, mais il s'agit là d'une politique qui n'est recommandable à aucun titre et qui est même injuste car elle favorise les dépenses inutiles et oblige la majorité, sinon la totalité des gens à payer pour la consommation réelle de quelques-uns. La vérité doit aussi s'imposer dans le secteur de l'économie.

En tout cas, ces corrections de prix ne doivent pas servir de prétexte à une reprise des tendances inflationnistes corrosives et irresponsables. Nous resterons vigilants sur ce point.

(Capitaux étrangers et capitaux arabes)

Bien que différent mais non moins important, l'impact des changements survenus dans la structure internationale des prix doit se faire sentir dans notre balance des paiements. En conséquence, notre pays aura davantage besoin d'investissements en capitaux étrangers pour l'année 1974, probablement le double de ce dont nous avions besoin l'année précédente. Il est donc recommandé de conserver, dans les secteurs non stratégiques, la même sage politique de traitement équitable voire même favorable qui est appliquée au capital étranger, surtout aux capitaux de risque pour lesquels le Brésil représente un point d'attraction notoire.

Les hauts niveaux de liquidité mondiale, en particulier la disponibilité - à la recherche de placements rentables et garantis - de ressources considérables et croissantes de capital libre dans le monde arabe auquel nous rattachent d'anciens et solides liens d'amitié en raison de l'extraordinaire participation à notre vie financière, économique et culturelle de représentants de chez eux, aujourd'hui parfaitement intégrés dans la société brésilienne; et, par ailleurs, la crédibilité internationale que le Brésil a acquise grâce à son exceptionnelle croissance économique et grâce, plus concrètement, au niveau élevé de ses réserves de change, rendent ainsi très viable l'investissement de ces ressources tant sous la forme de capitaux d'emprunt que de capitaux de risque.

(Une politique agressive d'exportations)

Nous devons cependant éviter que notre dette extérieure augmente à l'avenir de façon inconsiderée par rapport à nos exportations. Il importe essentiellement pour cela d'augmenter de façon agressive nos ventes à l'extérieur et de supprimer toute dépense inutile dans le programme des importations. Nous insisterons en même temps pour qu'un traitement juste, voire préférentiel comme cela devrait être, soit accordé à nos produits d'exportation par les pays plus développés; ceux-ci se sont appliqués depuis de longues années à stimuler l'industrialisation des

régions sous-développées et ils ne peuvent donc aujourd'hui, de façon paradoxale et irresponsable, bloquer l'exportation de nos produits manufacturés sous prétexte de compétitivité des marchés.

La priorité numéro un de la stratégie économique est de maintenir des taux élevés de croissance du produit réel, comparables à ceux enregistrés au cours des dernières années, afin de rendre possible l'étape supérieure de l'affermissement d'une économie moderne, en particulier dans les régions plus développées du pays.

Le haut niveau d'investissements publics et privés, la vitalité de notre industrie et les possibilités de notre agriculture justifient notre espoir de pouvoir continuer à croître rapidement malgré les vicissitudes actuelles de l'économie mondiale. Pour cela, nous devons donc naturellement procéder à une révision des priorités et, ce qui n'est pas moins important, à l'élimination de toutes les dépenses inutiles de façon à obtenir le meilleur résultat possible de notre effort de développement continu et intense.

(Indépendance énergétique)

C'est ainsi qu'en plus d'une action tenace dans le sens d'une réduction de notre dépendance par rapport aux sources extérieures d'énergie - et c'est l'occasion d'un appel renouvelé à la recherche pétrolière dans des secteurs prometteurs ainsi qu'à l'augmentation constante de notre capacité de raffinage - ou du moins dans le sens d'un ravitaillement, garanti à court terme et si possible à long terme, du marché national à des prix des plus réduits, nous porterons spécialement notre attention, dans le secteur de l'infrastructure, au développement du programme national des Voies de Communication comme solution moderne et intégrée aux problèmes de la circulation des biens produits par une économie déjà générale et diversifiée - tant les voies de communication destinées à l'exportation que celles destinées à l'importation ou aux intérêts industriels - et nous mettrons particulièrement l'accent sur la modernisation, l'électrification et l'expansion du système ferroviaire; sur le développement et la plus grande efficacité du transport fluvial et maritime de façon à se dispenser le plus possible des coûts d'affrètements; sur la réfection des ports et le goudronnage des routes.

Le manque de combustibles liquides donne une importance encore plus grande à cette priorité, qui d'ailleurs avait déjà été envisagée par le gouvernement Médici. Des efforts prioritaires sont ainsi à recommander en vue de l'utilisation rationnelle des ressources hydro-électriques encore disponibles et de la préparation intensive du pays à l'ère de l'énergie nucléaire, soit par la recherche des gisements de matériaux fissiles soit par l'utilisation de la technologie hautement spécialisée et caractéristique de ce secteur de pointe, sans oublier les possibilités d'utilisation d'autres sources d'énergie telles que par exemple le charbon, les schistes bitumineux et l'énergie solaire.

(-Industrie et technologie)

Dans le domaine industriel, il convient de souligner l'importance pour nous d'atteindre notre majorité dans les délais les plus courts et dans deux secteurs de base, en plus de la sidérurgie: celui de l'industrie électronique, en particulier les ordinateurs, et celui de l'industrie de biens de capital nous donnant la possibilité de substituer nos importations. De même devons-nous réduire notre dépendance par rap-

port aux sources externes de matières premières de base telles que les engrais et la pétrochimie.

Le secteur minier en particulier, qui représente un défi prioritaire que nous devons relever de façon décidée d'ici à la fin de cette décennie, appelle une expansion de la recherche et de l'exploitation selon des méthodes avancées; il nous faut pour cela solliciter l'indispensable collaboration de l'initiative privée dans le but de satisfaire nos propres besoins dont l'importance augmente chaque jour et dépend par trop de l'extérieur, comme dans celui de développer davantage l'exportation de minerais qui se trouvent en abondance dans le pays et sous la forme la plus intéressante qui soit.

En ce qui concerne le secteur critique du développement technologique et de ses applications spéciales dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture, de l'élevage et de l'infrastructure, nous nous efforçons de mettre en place des moyens propres à conduire les entreprises, qu'elles soient privées ou publiques, nationales ou étrangères mais avec leur siège dans le pays, à s'engager dans l'effort primordial de l'élaboration et de l'adaptation de la technologie. Dans ce secteur précis, étant donné la faiblesse notoire de nos disponibilités tant en capital que surtout en personnel qualifié, nous donnerons une nette priorité à la technologie relative à la mise en oeuvre des ressources tropicales autochtones dont l'extérieur n'a certes pas la jouissance; pour le reste, nous aurons recours sans fausse honte au fonds de connaissances déjà mises en oeuvre dans les autres pays, en payant pour cela le prix juste tant en termes de devises qu'en celui de garanties, mais sous un sévère contrôle apte à assurer un véritable transfert d'une technologie sans cesse renouvelée et de garantir ainsi l'autonomie future du pays. Il appartiendra aux grandes entreprises de l'Etat de jouer un rôle éminent dans le développement technologique national, vu les déficiences évidentes en ce domaine des entreprises privées en général. Ce rôle éminent appartiendra également aux organismes de recherche dirigés ou soutenus par le Gouvernement, dont les activités doivent être parfaitement coordonnées, spécialement orientées vers le secteur des recherches appliquées et convenablement harmonisées avec les activités des éventuels bénéficiaires au niveau des entreprises.

Nous ne manquerons pas par ailleurs de limiter le plus possible les déséquilibres alarmants de l'économie qui résultent du gaspillage irresponsable dans l'utilisation des ressources naturelles, même les plus minimes; nous veillerons à ce que soient adoptées des pratiques rationnelles dans la lutte contre la pollution, en profitant pour cela de la dramatique expérience des autres pays, sans toutefois tomber dans des exagérations inconsidérées qui pourraient freiner notre développement économique.

(Politique agraire)

Notre stratégie du développement, par ailleurs, restera marquée par l'articulation entre l'occupation économique du territoire brésilien, le développement de la culture, de l'élevage et de l'agroindustrie ainsi que l'industrie minière, et cela dans des secteurs nouveaux du Nord-Est, du Centre-Ouest et de l'Amazonie, inclusivement en vue de l'exportation.

En raison de l'expansion tout à fait particulière de la frontière agricole de ces secteurs ainsi que de l'augmentation de la production

dans des secteurs déjà mis en valeur où les hausses exagérées du prix des terres imposent des miracles de productivité, il s'agit de donner au Brésil des possibilités réelles de réaliser pleinement sa vocation de fournisseur mondial de produits agricoles, de bovins et de produits agroindustriels non traditionnels: le soja, le sorgho, le maïs, la viande, le bois, la cellulose, les fruits tropicaux et les aliments industriels. Les possibilités que recèle le pays en ce domaine sont excellentes, vu les besoins mondiaux en de tels produits et les nécessités grandissantes de notre population en nette expansion, soit du point de vue numérique soit de celui de la demande effective. Il s'agit là, de plus, d'un secteur où l'on peut espérer les résultats les plus rapides des mesures de promotion et d'incitation.

Il est juste de reconnaître que, depuis 1964, il a beaucoup été fait pour notre agriculture, sinon pour l'élevage, en particulier dans le domaine du crédit rural et de la politique des prix garantis. Nous devons par ailleurs souligner que les prix moyens perçus par les agriculteurs au cours des dernières années ont proportionnellement monté davantage que les prix industriels. Cependant, en matière d'élevage, nous avons encore un long chemin à parcourir, que ce soit pour le perfectionnement des mécanismes de crédit et de prix, d'assurances sociales et d'extension rurale, d'assistance technique, de recherche et de sélection des reproducteurs; que ce soit dans la généralisation des produits chimiques modernes, de l'entreposage et de la constitution de stocks régulateurs; ou que ce soit enfin pour le perfectionnement des réseaux de commercialisation.

Tout cela est dans le fond assez prometteur, car nous voyons combien nous pourrions multiplier notre production à court terme si nous appliquons les remèdes appropriés aux déficiences.

Dans cette perspective, le problème le plus important à affronter est sans doute celui de savoir comment transposer à grande échelle dans le secteur agricole la capacité d'entreprise qui s'est déjà manifestée dans la mise sur pied de l'économie industrielle et urbaine que présente aujourd'hui le pays. Des moyens nouveaux et efficaces devront être inventés pour être utilisés dans les différentes régions agricoles à l'exemple de ce qui se fait déjà dans des secteurs du Centre-Sud par le biais de l'entreprise agricole dont les structures et le comportement sont comparables à l'entreprise industrielle et de services. Et cela, sans préjudice des préoccupations sociales du Gouvernement au sujet du développement rural.

Des programmes tels que ceux de l'Intégration Nationale, de Proterra, Provale et Prodoeste, dans leur nouvelle phase, devront tenir compte des directives arrêtées auparavant et être complétés par de nouveaux programmes directement orientés vers ce front prioritaire, comme le Programme de Secteurs Intégrés du Nord-Est, déjà en début d'exécution, et le Programme Agroindustriel du Nord-Est, dont le projet se trouve en fin d'élaboration.

De la sorte l'effort d'intégration nationale revêt une dimension nouvelle: l'occupation d'espaces pratiquement vierges contribuera non seulement à l'augmentation du marché du travail et du produit interne brut, mais elle permettra également au pays, sans préjudice du ravitaillement interne, d'augmenter de façon significative le volume de ses exportations en vue de l'obtention de devises chaque jour plus indispensables.

(Secteur nationalisé et Finances)

Dans le vaste panorama de la structure d'entreprise du pays, il convient de signaler que l'évolution récente de l'économie nationale a eu pour résultat l'augmentation spectaculaire en efficacité et en dimension des grandes entreprises d'Etat ainsi que la participation de plus en plus grande des entreprises privées étrangères, en même temps qu'on constate une relative stagnation de l'entreprise privée nationale. Il est donc urgent de s'occuper du renforcement de ce dernier secteur d'entreprise pour qu'il puisse occuper la place équilibrée qui lui revient, et qu'il permette également de rassurer et de stimuler les deux autres secteurs, aujourd'hui placés pratiquement en confrontation directe.

Sur le terrain strictement financier, après avoir noté les surprenantes possibilités d'épargne de la population prouvées par les statistiques, il faut reconnaître que l'Etat doit s'occuper rapidement de l'assainissement du marché des capitaux et de son renforcement progressif en n'hésitant pas pour cela à capter des ressources extérieures avec un contrôle en conséquence, et en n'abandonnant pas à leur propre sort les petits investisseurs, même ceux des minorités sans protection que sont les sociétés anonymes. Mon gouvernement est conscient de ses responsabilités en ce domaine et il adoptera les mesures appropriées et efficaces.

Les secteurs bancaires et ceux de la sécurité sociale feront aussi l'objet d'une attention vigilante, également dans le but de les assainir et de les renforcer par une application des réserves financières.

En tout ceci il incombe au Gouvernement de donner d'abord l'exemple en faisant preuve d'austérité dans les dépenses publiques par un contrôle vigilant de l'application des ressources budgétaires et extra-budgétaires, par la rapide correction des déviations qui pourraient se produire. Certaines mesures, de valeur plus symbolique que réelle, devront être prises dès maintenant, comme par exemple les voyages à l'étranger de membres du Gouvernement, afin de préciser quel doit être le modèle de compression des dépenses à partir des plus hauts échelons de l'administration.

(Les disparités sociales)

Dans le domaine social du bien-être du peuple, il faut souligner que, tout en respectant la priorité essentielle à accorder à la croissance du produit réel, la stratégie de développement adoptée met surtout l'accent sur l'universalisation des bénéfices que l'on aura obtenus, afin que l'augmentation substantielle du revenu per capita du pays, attendue pour cette décennie - de l'ordre de 100% -, ne représente pas seulement un indicateur abstrait, mais qu'elle signifie réellement une amélioration du niveau de vie de toutes les couches de la population.

Malgré ses imprécisions, le recensement de 1970 a révélé que les inégalités individuelles dans le revenu étaient beaucoup plus accentuées chez nous que dans la plupart des pays du monde occidental; que, lors de la décennie 60, les bienfaits du développement ont été, pour leur plus grande part, récoltés par la couche la plus riche de la population économiquement active; et que la distance entre les salaires de la main d'oeuvre qualifiée et ceux de la main d'oeuvre non qualifiée était démesurément marquée par rapport aux niveaux internationaux. En même temps des disparités économiques régionales aiguës continuent de se manifester

et révèlent le contraste existant entre un Centre-Sud raisonnablement développé et un Nord ou un Nord-Est encore marqué de façon flagrante par le sous-développement. Si elle a empêché que les inégalités régionales s'aggravent, la politique des dégrèvements fiscaux n'a pas eu la force suffisante pour corriger de façon significative les inégalités dans la productivité et le revenu per capita.

L'examen attentif du problème montre que pour s'harmoniser avec le maintien de taux élevés de croissance économique, l'amélioration dans la distribution du revenu est un processus qui exige du temps et de la rationalité. La distributivité facile qui s'efforce d'atténuer les inégalités individuelles par la prodigalité dans le rajustement des salaires nominaux, est une politique vouée à l'échec parce qu'elle engendre des tendances inflationnistes, provoque une limitation des offres d'emploi et aboutit à une réduction des possibilités d'épargne et de développement. Notre expérience antérieure à la Révolution de 1964 et des expériences similaires dans d'autres pays désacréditent de façon définitive une telle distributivité émotionnelle.

L'amélioration de la distribution individuelle du revenu doit être le résultat, en premier lieu, de la valorisation de l'homme par l'éducation, par la politique du développement et de la création d'emplois; en second lieu, du perfectionnement de la politique fiscale, de la création de fonds institutionnels d'épargne appartenant aux travailleurs, de l'amélioration du niveau sanitaire et de l'assistance sociale. A ce sujet, il est heureux d'enregistrer le fait actuel du manque de main d'oeuvre, y compris aux plus bas échelons de qualification; c'est le signe que les fruits du développement se font sentir dans les couches les moins favorisées de la force de travail, symptôme éloquent d'une amélioration du revenu.

En ce qui concerne les inégalités économiques régionales, il nous revient en premier lieu d'ajuster les mécanismes d'utilisation des capitaux dégagés par les dégrèvements d'impôt sur le revenu, en définissant mieux les critères de sélection des projets, en les adaptant aux avantages comparés des différentes régions, en veillant à l'équilibre entre l'offre et la demande de dégrèvements. En second lieu, de perfectionner le système de distribution des revenus fiscaux, de façon à permettre un meilleur équilibre entre les taux de développement des différentes unités de la Fédération. Dans ce domaine, nous devons dire que, s'il a représenté un progrès notoire par rapport à l'ancien Impôt sur les Ventes et Consignations (IVC), l'Impôt sur la Circulation des Marchandises (ICM) contribue encore à répartir de façon inadaptée le revenu fiscal entre les régions.

(Suivent encore quatre paragraphes: Education et Santé, Réformes Ministérielles, Information (4 lignes) et Forces Armées(3 lignes). Ils sont omis ici. N.d.T.)

Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL